

Grand Paris Express : le président du Conseil général s'inquiète

Suite à la publication aujourd'hui du rapport Auzannet remis à Cécile Duflot, ministre chargé de l'Égalité des Territoires et du Logement, Patrick Devedjian rappelle que le projet qui a fait l'objet d'un accord politique unanime doit être réalisé dans son intégralité.

Le schéma qui a été retenu après les concertations de 2010 est toujours unanimement reconnu et soutenu comme constituant l'armature des transports lourds dont les Franciliens ont besoin. L'ensemble trouvera sa logique et son efficacité dans le bouclage complet du projet et cela doit intervenir le plus vite possible. Il s'agit d'orchestrer le plus intelligemment et le plus efficacement le déroulement de cet ensemble pour avoir un schéma qui soit soutenable d'étape en étape et rende le plus vite possible service au plus grand nombre de voyageurs.

Patrick Devedjian prend note que les tronçons Noisy-Champs et Nanterre-Pleyel sont proposés en première phase, mais seulement en 2020. Il demande que les procédures et ce calendrier soient accélérés. Mais surtout, dans le scénario 2 privilégié par M. Auzannet, le tronçon Sèvres-Nanterre serait repoussé en 4e phase, donc au mieux en 2029. Il n'est pas concevable que ce maillon soit réalisé dix ans après ceux avec qui il constitue un ensemble indissociable. Ces sections, comme le met en évidence le rapport Auzannet, sont celles qui accueilleront, dès leur ouverture, le plus de voyageurs. Accélérer la section Sèvres-Nanterre dans la programmation est donc indispensable et cohérent au plan des recettes financières provenant des voyageurs.

Le Conseil général des Hauts-de-Seine est prêt à prendre toute sa part aux arbitrages nécessaires au développement de ce projet essentiel.

« Les transports en Ile-de-France ont un retard qu'il est impératif de rattraper. Le Conseil général des Hauts-de-Seine poursuit son engagement en faveur de la mobilité, bien au-delà de ses compétences. Pour les Hauts-de-Seine, Eole est une priorité tout comme les parties Sud et Ouest de la ligne rouge. Il convient de remonter, sans rupture à La Défense, vers Pleyel puis Roissy et la Seine-Saint-Denis » déclare Patrick Devedjian.

« Le Gouvernement qui multiplie les dépenses de fonctionnement ne cesse de réduire les investissements. Ce n'est pas comme cela que la crise sera surmontée » souligne Patrick Devedjian.